



## **Budget 2014 : Une démarche mortifère !**

Le gouvernement distille par presse interposée les premiers éléments du Projet de Loi de Finances 2014.

En persistant à poursuivre une politique d'austérité budgétaire, sous la pression des autorités européennes, le gouvernement se refuse à mettre en œuvre une politique au service de l'emploi et de la croissance.

La première conséquence est de s'attaquer, encore et toujours, aux services publics en général et aux fonctionnaires en particulier.

Dans ce schéma, le gouvernement poursuit sa classification entre ministères dits « prioritaires » et les autres. Dans cette dernière catégorie, les ministères économiques et financiers, avec ceux de l'environnement et de la Défense, sont en « pôle position ».

**Ce sont encore dans le PLF 2014, 2 564 emplois qui sont sur la sellette, dans les directions de Bercy.**

A cela s'ajoutent : une compression sans précédent des crédits (-1,5%), une volonté affirmée de limiter les mesures catégorielles, sans oublier la poursuite du gel de la valeur du point d'indice (inchangée depuis juillet 2010 !) mais aussi un nouveau projet de réforme des retraites qui s'annonce particulièrement néfaste pour les fonctionnaires.

Dans ce contexte, et comme FO Finances l'annonçait, tous les débats autour de la Modernisation de l'Action Publique et des démarches stratégiques directionnelles, ne sont qu'un alibi pour justifier ces choix budgétaires mortifères pour les services publics.

FO Finances dénonce le double discours des ministres de Bercy, qui d'un côté se veulent les chantres de la lutte contre les fraudes économiques, fiscales et industrielles, et qui dans le même temps restreignent les moyens des services en charge de ces missions.

D'ici la présentation définitive du PLF 2014, fin septembre, FO Finances continuera de porter les revendications des personnels auprès de ses interlocuteurs ministériels et de combattre tout projet qui remettrait en cause l'exécution des missions et dégraderait toujours plus les conditions de travail des agents.

Paris, le 3 juillet 2013